

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
de la Commune de Longvic - Département de la Côte-d'Or

Séance du Conseil Municipal du 27 Novembre 2024 à vingt heures

Président : Madame Céline TONOT

Secrétaire : Madame Hélène MARTEEL

Convocation envoyée le 21 novembre 2024

| | | |
|---|---|-----------------------|
| Nombre de conseillers en exercice : 29 | Nombre de votants : 29 | |
| Nombre de présents : 22 | Nombre de procurations : 7 | |
| Pour : 29 | Contre : | Abstention : |
| Membres présents | | |
| Mme Céline TONOT | M. Christian CHEVREUX | M. Jean-Louis MERZAUX |
| M. Jean-Marc RETY | M. Luc LE LORC'H | Mme Myriam HENNEQUIN |
| Mme Anne GUTIERREZ-VIGREUX | Mme Monique ISSAD | M. Jonas MOUNDANGA |
| M. Jean-Marc GONÇALVES | M. Christophe SAGE | Mme Hélène MARTEEL |
| Mme Marie-Line BONNOT | M. Jean-Luc JONCOUR | M. Fernando NOVO |
| M. Christian BOUCASSOT | Mme Patricia QUELIN | Mme Valérie GRANDET |
| M. Pierre BERTRAND | Mme Fabienne VION | |
| Mme Béatrice SIMON | M. Gaëtan GUERMONPREZ | |
| Membres absents | | |
| Mme Florence BIZOT (pouvoir à Mme Béatrice SIMON) | Mme Cyrielle VILLANI (pouvoir à M. Jonas MOUNDANGA) | |
| M. José ALMEIDA (pouvoir à Mme Céline TONOT) | M. Samir ASGASSOU (pouvoir à Mme Myriam HENNEQUIN) | |
| M. Franck LOUIS (pouvoir à Mme Fabienne VION) | Mme Élise GOURMELEN (pouvoir à Mme Patricia QUELIN) | |
| Mme Anne MILLOT (pouvoir à Hélène MARTEEL) | | |

N° 2024-103 : Régime indemnitaire de la Police Municipale – Mise en place de l'Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement des Policiers Municipaux (ISFE)

Sur le rapport de Monsieur Jean-Marc RETY, Premier Adjoint au Maire, et après en avoir délibéré,

VU le Code général des Collectivités Territoriales,

VU le Code général de la fonction publique et notamment son article L. 714-13,

VU le décret n° 2024-614 du 26 juin 2024 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la police municipale et des fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des gardes champêtres

VU le décret n° 2011-444 du 21 avril 2011 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des chefs de service de police municipale,

VU le décret n° 2006-1392 du 17 novembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des directeurs de police municipale,

VU le décret n° 2006-1391 du 17 novembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de police municipale,

VU le décret n° 94-731 du 24 août 1994 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des gardes champêtres,

VU l'avis du Comité Social Territorial en date du 16 OCTOBRE 2024 relatif à la mise en place de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement (ISFE),

L'autorité territoriale expose que suite à la parution du décret n° 2024-614 du 26 juin 2024, les fonctionnaires relevant de la filière police municipale peuvent bénéficier d'un nouveau régime indemnitaire en remplacement du régime indemnitaire actuel (indemnité spéciale mensuelle de fonctions et le cas échéant, l'indemnité d'administration et de technicité).

Ce nouveau régime repose ainsi sur la nouvelle indemnité spéciale de fonction et d'engagement (ISFE), composée d'une part fixe et d'une part variable tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir appréciés selon des critères définis par l'organe délibérant.

DÉCIDE D'instituer l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement dans les conditions suivantes :

1/ Les bénéficiaires

L'indemnité spéciale de fonction et d'engagement, composée d'une part fixe et d'une part variable est mise en place pour les cadres d'emplois suivants :

- cadre d'emplois des chefs de service de police municipale,
- cadre d'emplois des agents de police municipale,

2/ La part fixe de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement

La part fixe de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est déterminée en appliquant au montant du traitement soumis à retenue pour pension un taux individuel fixé par l'organe délibérant dans la limite des taux suivants :

| CADRES D'EMPLOIS | TAUX INDIVIDUEL MAXIMUM PRÉVU PAR LE DÉCRET 2024-614 DU 26/06/2024 | TAUX INDIVIDUEL VOTÉ PAR L'ASSEMBLÉE DÉLIBÉRANTE |
|---------------------------------------|--|---|
| Chefs de service de police municipale | 32 % du traitement mensuel brut soumis à retenue pour pension | 32 % du traitement mensuel brut soumis à retenue pour pension |
| Agents de police municipale | 30 % du traitement mensuel brut soumis à retenue pour pension | 30 % du traitement mensuel brut soumis à retenue pour pension |

La part fixe de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est versée mensuellement.

3/ La part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement

La part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement tient compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir appréciés selon les critères suivants :

- compétences professionnelles et techniques,
- niveau de responsabilité,
- contraintes ou sujétions particulières,
- capacité d'encadrement,

L'appréciation de l'engagement professionnel et de la manière de servir se fonde notamment sur l'entretien professionnel annuel.

L'organe délibérant détermine le plafond de la part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement dans la limite des montants suivants :

| CADRES D'EMPLOIS | MONTANT ANNUEL MAXIMUM PRÉVU PAR LE DÉCRET 2024-614 DU 26/06/2024 | MONTANT ANNUEL MAXIMUM VOTÉ PAR L'ASSEMBLÉE DÉLIBÉRANTE |
|---------------------------------------|---|---|
| Chefs de service de police municipale | 7 000 euros | 7000 euros |
| Agents de police municipale | 5 000 euros | 5000 euros |

La part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est versée dans les conditions suivantes :

Le montant de la part variable sera versé mensuellement (dans la limite de 50 % du plafond annuel défini par l'organe délibérant).

Ce montant pourra être complété par un versement annuel au mois de décembre sans que la somme des versements ne dépasse ce même plafond. *(article 7 du décret n° 2024-614 du 26/06/2024 prévoit que la part variable peut être versée mensuellement dans la limite de 50 % du plafond défini par l'organe délibérant et complétée d'un versement annuel sans que la somme des versements dépasse ce même plafond.*

4/ Les cas de maintien et de suspension de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement

Le régime indemnitaire suit le sort du traitement.

Le régime indemnitaire donc est maintenu dans les mêmes proportions que le traitement durant :

- le congé annuel
- le congé de maternité,
- le congé de naissance,
- le congé pour l'arrivée d'un enfant en vue de son adoption,
- le congé d'adoption,
- le congé de paternité et d'accueil de l'enfant,
- le congé maladie ordinaire
- la période de préparation au reclassement (L826-2 du CGFP)
- le congé d'invalidité temporaire imputable au service
- le temps partiel thérapeutique

sans préjudice de sa modulation en fonction de l'engagement professionnel concernant la part variable. Il est bien sûr proratisé en fonction du temps de travail de l'agent (temps non complet ou temps partiel autre que thérapeutique).

En cas de congé de longue maladie ou de congé de grave maladie, le bénéfice de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est maintenu à hauteur de :

- 33 % la première année,
- et de 60 % les deuxième et troisième années.

En cas de congé de longue durée, l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est suspendue.

Lorsque le fonctionnaire est placé en congé de longue maladie ou de longue durée ou de grave maladie à la suite d'une demande présentée au cours d'un congé de maladie ordinaire antérieurement accordé, les primes et indemnités qui lui ont été versées durant son congé de maladie lui demeurent acquises.

Lorsque le fonctionnaire est placé en congé de longue durée à la suite d'une période de congé de longue maladie rémunérée à plein traitement, les primes et indemnités qui lui ont été versées durant son congé de longue maladie lui demeurent acquises.

5/ Les règles de cumul / non cumul de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement

L'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est exclusive de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir à l'exception :

- des indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS) attribuées dans les conditions fixées par le décret n° 2002-60 du 14/01/2002,
- Des primes et indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés ainsi que les astreintes et le dépassement régulier du cycle de travail tel que défini par le décret n° 2001-623 du 12/0/2001 du 12 juillet 2001.

6/ La clause de revalorisation

Les montants maxima (plafonds) ou taux maxima feront l'objet d'un ajustement automatique lorsque les montants ou taux prévus dans le décret n° 2024-614 du 26/06/2024 seront revalorisés.

7/ La date d'effet

Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1^{er} janvier 2025.

Les fonctionnaires ne pourront plus percevoir les anciennes indemnités (IAT et ISF), celles-ci étant abrogées le 01/01/2025 conformément aux articles 8 et 9 du décret n° 2024-614 du 26/06/2024.

L'attribution individuelle de cette prime fera l'objet d'un arrêté individuel de l'autorité territoriale.

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.

FAIT ET DÉLIBÉRÉ LES JOUR MOIS ET AN CI-DESSUS